

La démographie politique et la crise économique

mercredi 6 juillet 2011, par [Yves MONTENAY](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Yves MONTENAY](#), **La démographie politique et la crise économique**, *Diploweb.com* : *la revue géopolitique*, 6 juillet 2011.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

La situation démographique de chaque pays ou région a-t-elle joué un rôle dans l'évolution de la crise économique enclenchée en 2008 ? Yves Montenay apporte des éléments de réponse pour les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, le Japon, l'Europe, l'Afrique et l'Amérique latine. Cet article démontre l'intérêt d'analyser les interactions entre population, économie et politique.

PAR UNE SORTE de fertilisation croisée entre la géographie politique, la science politique et la géographie de la population, Gérard-François Dumont a créé au début des années 1980 une nouvelle discipline, la démographie politique. En l'approfondissant dans un livre-somme, il l'a défini comme « l'étude des interrelations entre les questions de population et tout ce qui est relatif à la cité ou à l'État » [1]. Mais, en outre, ce qui est relatif à la cité ou à l'État concerne également l'économie d'où l'intérêt d'analyser les interactions entre population, économie et politique.

Des « unités de temps » différentes

Considérant ces trois éléments, population, économie et politique, leur « unité de temps » est différente :

- . une génération pour la démographie (20 à 30 ans selon les pays, soit le nombre d'années qui sépare les parents de leur nouveau-né), voire le siècle, durée nécessaire pour renouveler complètement une pyramide des âges,
- . quelques mois à quelques années en économie, soit du court ou du moyen terme suivant le problème auquel on s'intéresse ; en revanche, le long terme, un horizon à 20 ans ou plus est quasiment impossible à analyser faute de marqueurs prospectifs, alors qu'en démographie, la naissance, et l'espérance de vie sont des données simples et appréhendables,
- . une durée indéterminée en politique, car les États et régimes politiques peuvent se pérenniser assez longtemps sur des durées pluriséculaires [2], même si la politique est soumise au rythme électoral de moyen terme dans les démocraties.

La difficulté découlant de cette divergence des « unités de temps » complique la compréhension des interactions, qu'il faut néanmoins s'efforcer d'analyser. Cet article a pour objet de rechercher celles liées à la crise entamée en 2008 et à sa sortie.

Trois ans de « crise »

Cette crise, dont la pire année a été 2008, n'a « que » trois ans, même en y incluant les reprises (très variables) amorcées en 2009. Elle ne bouleverse donc pas la démographie, quoi qu'elle puisse infléchir certaines tendances, ce dont nous ne pourrions vérifier les effets que beaucoup plus tard. Mais elle a une influence profonde sur sa perception par les décideurs et l'opinion publique. Et surtout la situation démographique de chaque pays ou région a joué un rôle dans l'évolution nationale de cette crise.

Nous allons mener notre analyse par pays pour les plus importants économiquement et par régions pour les autres.

Le poids relatif des États-Unis

On avait oublié que [les États-Unis](#) ne faisaient que 5 % la population dans le monde, précisément 310 millions pour 6 892 millions d'habitants sur la terre [3]. Et, en dépit de leur taux d'accroissement démographique nettement plus élevé que celui de l'Europe ou du Canada, le poids démographique relatif des États-Unis dans le monde diminue.

La crise, en accélérant leur déclin économique relatif, a brusquement rappelé que leur population était de moins d'un quart de celle de la Chine ou de l'Inde. Par ailleurs, la crise aux États-Unis, en diminuant les emplois à qualification limitée offerts, a eu une certaine conséquence démographique : le ralentissement de l'immigration issue de l'Amérique latine, et notamment de la migration clandestine. D'où une conséquence inverse pour le Mexique qui a vu moins de départs et davantage de retours. Et les pays d'émigration « en amont » du Mexique, donc d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, ont subi probablement le même phénomène, même s'il a été moins commenté.

Nous saurons dans quelle proportion la crise a également pesé sur la fécondité américaine, sachant qu'il y a moins d'amortisseurs sociaux qu'en France, où la fécondité est restée [4] à son niveau médiocre mais néanmoins maintenant relativement élevé du fait de la baisse générale ailleurs.

La Chine : 1,3 milliard d'habitants, mais ...

Pour ce qui concerne [la Chine](#), la perception de son poids démographique a occulté le vieillissement rapide de sa population, aggravé par le déficit des filles [5], même si les observateurs les plus consciencieux l'ont souligné.

Après une période de fécondité élevée de 1962 à 1971, puis assez élevée jusque vers 1987, la fécondité chinoise est tombée à en 2010 à 1,5 enfant par femme. C'est-à-dire beaucoup moins que le seuil de simple remplacement des générations, mais beaucoup plus que le résultat qu'aurait donné l'application théorique de l'obligation généralisée dans toutes les ethnies et dans toutes les régions de l'enfant unique. Pendant quelque temps, en raison de l'inertie démographique, cette évolution a été masquée dans la valeur absolue des naissances par l'augmentation du nombre de parents, résultant des décennies précédentes lorsque la Chine connaissait le taux d'accroissement maximum qui caractérise ce que les démographes appellent la transition démographique, mais cette période est en train de se terminer. La population pourrait plafonner dans les années 2030, tandis que la population active semble appeler à diminuer. Jusqu'à présent, le « réservoir » des campagnes alimentait les villes en migrants, mais ce réservoir est en train lui aussi de diminuer. A assez court terme, cela signifie une hausse probable des salaires non qualifiés, dont le niveau était un des avantages comparatifs de la Chine. La crise n'a fait que retarder, de seulement quelques mois, cette évolution.

... un fort ralentissement à moyen terme

À long terme économiquement, mais à court terme démographiquement, le vieillissement de la population de la Chine sera extrêmement rapide, et pèsera sur la croissance. À cela s'ajoutera un ralentissement « normal » du taux de croissance économique au fur et à mesure que progressera le rattrapage des pays occidentaux. Nous écrivons « normal » parce que « le Sud » peut acheter des ordinateurs pour 500 \$. Or ces ordinateurs (ainsi que bien des objets « modernes ») ont demandé des centaines d'années de travail d'ingénieur, voire des milliers si l'on prend en compte celles qui auraient été nécessaires s'il avait fallu franchir les mêmes étapes qu'en Occident.

Le rattrapage économique chinois est donc facile et rapide, puisqu'il suffit d'importer des connaissances, des savoir-faire et des techniques existant ailleurs, sauf si le gouvernement est particulièrement calamiteux ou s'il y a des conflits. Or la Chine et, dans une moindre mesure l'Inde, ont su éviter ces catastrophes depuis quelques décennies.

Mais ce rattrapage économique chinois ne doit pas faire perdre de vue que la démographie, à moyen et long terme, et la nature du régime politique, dans un terme peu précisable, vont probablement être des freins de plus en plus puissants. En effet, il ne faut pas attribuer au régime chinois d'autre mérite dans la croissance actuelle du pays que celui d'avoir corrigé partiellement les travers antérieurs, et notamment d'avoir substitué l'ouverture économique, symbolisée par l'adhésion à l'OMC, à la fermeture de la période de Mao. Les enjeux futurs de la Chine ne sont pas minces. Ils imposent des réformes profondes... que les enfants uniques gâtés exigeront peut-être.

Bref, **la crise a mis en évidence le différentiel de croissance entre la Chine et l'Occident** (au sens large qui comprend également le Japon). Il en est résulté une sorte d'éblouissement, qui a masqué les faiblesses politiques, économiques et démographiques de la Chine, y compris aux yeux des Chinois, ce qui peut avoir de graves conséquences géopolitiques.

L'Inde, une émergence aux caractéristiques fort différentes de la Chine

Si [l'Inde](#) rappelle la Chine par la masse de sa population [6] et la croissance de son économie, elle s'y oppose de plusieurs façons. La fécondité reste supérieure au seuil de remplacement (2,6 enfants par femme pour un seuil de 2,36). Il en résulte deux conséquences. D'une part, sa population pourrait dépasser celle de la Chine à court terme en démographie, donc dans les années 2030. D'autre part, la pyramide des âges de l'Inde ne laisse entrevoir aucune pénurie d'actifs, tandis que le réservoir rural reste infiniment plus vaste que celui de la Chine.

Une autre différence importante est le retard de l'Inde en infrastructures tant matérielles (routes, chemin de fer, aéroports, bâtiments...) qu'intellectuelles (une scolarisation largement incomplète). Ce retard est souvent attribué à la différence de régime politique : tout puissant en Chine, démocratique et fédéral en Inde, donc faible et incapable de prendre les grandes décisions nécessaires dans ce domaine.

Mais justement, « la pagaille démocratique » est par ailleurs féconde en créativité, comme l'a séculairement démontré l'Occident, et comme semble le confirmer le succès indien en matière

de logiciels.

Là aussi, la crise a changé le regard sur l'Inde, mais la durée de « l'unité de temps » de la démographie a détourné l'attention de cette question qui se pose, surtout dans le nord du pays, de manière inverse à celle de Chine.

L'Europe et le Japon victimes de leur démographie

Du côté des pays du Nord, ceux d'Europe et [le Japon](#) ont en commun leur niveau élevé de développement, une dépression démographique [7] et une difficulté à sortir de la crise. Ce sont ces deux derniers points qui les distinguent des États-Unis. La partie conjoncturelle de la crise est terminée depuis 2009. Sa partie financière « privée » est également en bonne voie, même probablement maintenant en Irlande. Reste la partie structurelle : la conjoncture et la finance ont fait émerger ce que la bulle avait caché, par exemple une spécialisation relative dans des industries « très mûres » comme l'automobile et le bâtiment, « mûres » notamment du fait de la faiblesse démographique.

Certes, la situation n'est pas uniforme : la relative santé démographique de [la France](#) et son marché du logement corrélativement encore tendu contraste avec les autres pays européens, même ceux dont la fécondité est voisine, comme l'Irlande ou le Royaume-Uni [8], mais où une forte émigration et le ralentissement de l'immigration antérieure jouent en sens inverse. De même, il faut constater un fort ralentissement de l'immigration en Espagne, mais dans le contexte de ce que Gérard-François Dumont a appelé un « hiver démographique » [9] particulièrement intense [10] et d'une très excessive, et donc imprudente, spécialisation dans la construction.

Le cas allemand

On objectera que l'Allemagne, en dépression démographique, sort néanmoins brillamment de la crise par sa spécialisation dans les équipements industriels. Ce n'est pas contradictoire à court terme, puisque cela revient à dire que les Allemands ont réussi à « annexer » économiquement les nouvelles classes moyennes entrepreneuriales d'Inde, de Chine et des autres « émergents ». Il ne faut pas oublier non plus que l'Allemagne avait résolu ses problèmes structurels de marché du travail et de [retraite](#) avant la crise. Bref, elle avait en quelque sorte déjà payé une partie de la facture de son évolution démographique récente.

Mais son « hiver démographique » [11] va s'accroître, car le nombre de parents va diminuer, et donc le nombre des naissances, même s'il y avait un léger mieux en fécondité.

L'immigration, naguère forte, théoriquement nécessaire mais très mal supportée, s'est considérablement ralentie et le patronat cherche à la faire redémarrer. Mais le réservoir russe (les personnes de lointaine origine allemande) se tarit et a qualitativement déçu, tandis que certains Turcs émigrent de l'Allemagne vers le pays de leurs pères, où un marché de 74 millions d'habitants et une économie fortement aidée par le Fonds monétaire international représentent de réelles opportunités.

La Russie

Faut-il rajouter [la Russie](#) à l'Europe ? Oui, si l'on pense aux grandes lignes de sa civilisation et à sa grave dépression démographique. Non à beaucoup d'autres points de vue, notamment politico-économique. La sortie de crise, après un plongeon profond, est due à la hausse du prix des matières premières et notamment du pétrole, « facilité » manquant à la fois au reste de l'Europe et à beaucoup de pays émergents. Au mieux, cette hausse des prix masquera un certain temps l'écoulement démographique et managérial ; au pire, elle mènera à une fuite en avant en politique intérieure et étrangère. Bien sûr, un optimiste peut toujours espérer que ces difficultés mèneront à de profondes réformes, mais rien ne l'indique pour l'instant.

Et le reste du monde ?

En [Afrique](#) aussi, la sortie de crise a été grandement facilitée par la hausse du prix des matières premières exportées, et explique « la découverte » de sa croissance démographique rapide par les milieux économiques, avec un temps de retard sur les géopoliticiens, qui avaient été alertés par les intrusions chinoises, mais aussi indiennes, brésiliennes et turques.

En [Amérique latine](#), la sortie de crise a été globalement réussie. Certes, il y a les régimes au bord de l'écroulement économiquement, humainement et peut-être politiquement, car ils ne tiennent que par une forte répression ou des règles peu respectueuses de la démocratie, comme Cuba et le Venezuela. Mais, ailleurs, le succès vient de la hausse des matières premières s'ajoutant à de réels progrès de la gestion économique et à une structure démographique favorable avec une fécondité depuis longtemps moyenne et un vieillissement encore supportable. Comme pour l'Inde, c'est cette « émergence » qui a amené les décideurs à prendre conscience du poids démographique de la région, donc de l'importance de leur marché.

*

Il importe de ne pas être prisonnier d'une discipline. Nous vérifions, en effet, une fois de plus que les décalages temporels et le « flou » au moins conceptuel des relations entre démographie, économie et politique masquent des interactions qui sont déterminantes à long terme. La « crise » en a mis quelques unes en lumière.

Copyright Juin 2011-Montenay/Diploweb.com

Faire et publier une traduction de cet article du *Diploweb*

A titre exceptionnel, la publication d'une traduction de **certains textes** publiés sur le site *Diploweb.com* peut être autorisée à **quatre conditions** :

. Respecter l'intégrité du texte et mentionner les coordonnées bibliographiques de la version

d'origine en français, avec son URL ;

- . Faire traduire par un professionnel agréé, vers sa langue maternelle ;
- . Demander et obtenir une autorisation écrite du Directeur du diploweb.com, Pierre Verluise, via diploweb@hotmail.fr . Préciser à ce moment les preuves de la compétence du traducteur et les signes de la respectabilité du support de publication choisie (site, revue, éditeur...).
- . Adresser un exemplaire justificatif de la traduction sous word **et** en pdf.

Toute traduction ne respectant pas ces quatre conditions est rigoureusement interdite et fera l'objet de poursuites devant les tribunaux de Paris.

P.-S.

Docteur en démographie politique. Président de l'Institut Culture, Economie et Géopolitique, O.N.G. dont l'objet est : « Expliquer le Nord au Sud et Sud au Nord »

Notes

[1] Dumont, Gérard-François, Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations, Paris, Ellipses, 2007.

[2] Par exemple, en dépit de quelques amendements postérieurs, la constitution des Etats-Unis reste fondée sur le texte initial du 17 septembre 1787.

[3] Sardon, Jean-Paul, « La population des continents et des pays », Population & Avenir, n° 700, novembre-décembre 2010, www.population-demographie.org/revue03.htm.

[4] Dumont, Gérard-François, « La démographie de la France en 2010 : le double paradoxe », Population & Avenir, n° 702, mars-avril 2011.

[5] Dumont, Gérard-François, « Le déficit des filles en Chine : vers un nouvel enlèvement des sables », Monde chinois, n° 15, automne 2008.

[6] Dumont, Gérard-François, « L'Inde, le nouveau milliardaire », Population & Avenir, n° 677, mars-avril 2006.

[7] Pour l'Europe, cf. Dumont, Gérard-François, Verluise, Pierre, Géopolitique de l'Europe, Paris, Sedes, 2009 ; pour le Japon, cf. Dumont, Gérard-François, « Japon : les enjeux géopolitiques d'un « soleil démographique couchant », Géostratégiques, 1er trimestre 2010.

[8] Respectivement 2,1 et 1,9 enfants par femme en 2010. Cf. Sardon, Jean-Paul, op. cit.

[9] Qu'il a défini comme la "situation d'une population dont la fécondité se trouve nettement en dessous du seuil de simple remplacement des générations depuis une période relativement longue".

[10] 1,4 enfant par femme. Cf. Sardon, Jean-Paul, op. cit.

[11] Avec 1,3 enfant par femme en 2010. Cf. Sardon, Jean-Paul, op. cit.